

# SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

## Liberté de la presse : encore des efforts à accomplir au Gabon

Rudy HOMBENET ANVINGUI  
Libreville/Gabon

LE 9 mars dernier, alors que le port môle de Libreville était pris d'assaut par les parents et les victimes du naufrage du ferry Esther Miracle qui a coulé près de Libreville, une équipe de reporters de L'Union, s'est rendue sur les lieux pour être au plus près de cette actualité. Objectif : rencontrer les rescapés de ce drame. Alors que nos reporters tentent au mieux de reconstituer les faits grâce aux témoignages des rescapés, ils sont interrompus dans leur tâche par un membre du gouvernement. "Vous

n'avez pas le droit d'être ici, ce dossier est hautement sensible", se sont-ils entendus dire avant d'être invités à s'éloigner des lieux !

Des faits comme celui-ci sont légion dans la pratique de ce métier qui consiste à informer. La bataille de la liberté de la presse – puisque c'est celle-ci qui est célébrée avec tambours et trompettes ce 3 mai sous le thème "Façonner un avenir de droits : la liberté d'expression comme moteur de tous les autres droits de l'Homme" – est encore loin d'être gagnée tant ici qu'ailleurs.

Ce 3 mai sera, nous osons espérer, l'occasion de tracer un portrait de la liberté de presse,

apprécier les avancées, s'il y en a, et dénoncer les entraves. Au Gabon, les communicateurs, pour peu qu'ils touchent à certains sujets, sont victimes de menaces, d'intimidations, de violences psychologiques, assujettis à un accès à l'information encore interdit à certains médias, qu'ils soient publics, privés ou même considérés comme proches du pouvoir. Cette 30e journée mondiale de la liberté de la presse est l'occasion de dire non à cette politique de musellement du chien de garde et qui aggrave la censure.

"En tant que journaliste de TV +, les portes des réunions ou des conférences de presse des membres du gouvernement et, pire encore du PDG, nous étaient clairement interdites à partir de 2009. Nous pensons que même s'il n'y a pas eu violence contre nous à l'époque, le simple fait de



Photo: RHA/L'Union

**«Façonner un avenir de droits : la liberté d'expression comme moteur de tous les autres droits de l'homme», thème de la 30e édition de la journée mondiale de la presse.**

nous refouler aux portes des institutions de la République était encore plus violent que la violence physique. Aujourd'hui pour nos collègues, l'accès à certaines informations reste encore très limité. De même que nos collègues de la presse dite proche du pouvoir, ont encore du mal à se faire accepter par certains acteurs politiques. À la veille des élections générales, les

journalistes de tous les camps sont méprisés dans leur travail", témoigne un ancien journaliste de TV +.

Que ce 3 mai 2023 rappelle à tous le droit d'écrire, de parler librement en toute sécurité et accéder à l'information, est un droit fondamental pour les journalistes. Mais ce n'est malheureusement pas un acquis partout à travers le monde.

## Gabonais de Tunisie : retour annoncé des volontaires



Photo: DR

**La représentation diplomatique du Gabon à Tunis.**

I.I  
Libreville/Gabon

UN communiqué du ministère des Affaires étrangères parvenu à L'Union hier en début de soirée annonçait le retour sur Libreville, en soirée, par vol de la Royal Air Maroc, "des compatriotes volontaires pour un retour au Gabon" préalablement recensés par les services consulaires sur place. Ce rapatriement, précise le texte, découle de la situation de

fortes tensions communautaires ayant touché, dans son ensemble, la communauté subsaharienne en Tunisie ces dernières semaines. C'est donc suite aux instructions du président de la République, Ali Bongo Ondimba, ajoute le document, que "notre pays procède ce jour (hier) au rapatriement de 40 compatriotes". Leur arrivée à l'aéroport international Léon-Mba était annoncée aux alentours de 21 heures 30, selon les Affaires étrangères.

## IUSO/2es journées d'études du Lareso : pour une adéquation formation-emploi

Sveltana NTSAME NDONG  
Libreville/Gabon

La problématique de l'adéquation formation-emploi et de professionnalisation était au centre des réflexions lors des 2e journées d'études du Laboratoire de recherche en sciences des organisations (Lareso) qu'a abritées l'Institut universitaire des sciences de l'organisation Sophie Ntoutoume Emame (IUSO-SNE) du 28 au 29 avril dernier. Placées sous le thème central " Les ressources éducatives pour la formation au prisme de la professionnalisation dans l'enseignement supérieur", ces assises étaient principalement axées sur le monde socio-économique et la formation, le processus de professionnalisation, etc. Après deux jours d'intenses



Photo: AEE

**Une vue des participants aux deuxièmes journées du Laboratoire de recherche de l'IUSO-SNE.**

travaux en ateliers, les participants à ces rencontres scientifiques ont notamment recommandé que le ministère de tutelle formule des projets de formations en précisant le nombre d'emplois disponibles sur le marché. Et pour favoriser le processus de professionnalisation, ces derniers ont par ailleurs suggéré d'instaurer à nouveau les bains

linguistiques pour les étudiants, etc. Occasion pour le directeur du Lareso, Rufin Didzambou, de reconnaître le bien-fondé des dites journées qui, selon lui, " ouvrent à de nouvelles perspectives. Quelle meilleure conclusion, en effet, que ces référentiels coconstruits, fruits de l'intelligence collective déployée tout au long de ces deux journées à la fois intenses et conviviales".